

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.3/L.11
6 octobre 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME,
COMITE POUR LE RUANDA-URUNDI CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME
Comité pour le Ruanda-Urundi
CENTRE D'INFORMATION POUR LES NATIONS UNIES

Siège social et Secrétariat :
B.P. 5 KISENYI
(Ruanda)

Kisenyi ce 27 septembre 1953

à Monsieur le Secrétaire Général du
Département de la Tutelle et des Renseignements provenant
des territoires non autonomes
O.N.U. - Lake Success

Monsieur le Secrétaire Général,

L'Assemblée générale de la Section du Ruanda-Urundi de la Ligue Internationale des "Droits de l'Homme" réunie statutairement le 20 septembre, a pris connaissance de ce que deux pétitions envoyées à l'ONU et signées, l'une par son Président, l'autre par son Secrétaire furent soumises à la Commission d'examen des pétitions et subirent de la part des deux représentants de l'Administration mandataire des attaques dirigées contre les signataires

qui cependant n'avaient signé que par délégation. Ce procédé a eu pour but de discréditer les signataires et de tâcher par ce fait de rendre la pétition inopérante. ^{1/}

Ces attaques contre des pétitionnaires à une Tribune aussi importante que celle de l'O.N.U. et dont la publicité est universelle, est éminemment préjudiciable aux signataires, dont l'un en l'occurrence a été traité d'immoral et l'autre d'indésirable.

Notre Assemblée déplore ces procédés qui ne font pas honneur à ceux qui y ont recours. Notre section insiste pour que les pétitionnaires puissent avant que les pétitions soient présentées à l'Assemblée générale de l'ONU ou du Conseil de tutelle connaître les remarques faites par l'Administration mandataire de manière qu'ils puissent se défendre contre d'éventuelles allégations erronées ou tendancieuses.

On se plaint à l'O.N.U. à juste titre, de ce que la confiance en Elle se perd dans les pays sous tutelle et ailleurs. Rien d'étonnant lorsque des pétitionnaires constatent que leurs pétitions se retournent contre eux sans aucun résultat tangible.

1/ Note du Secrétariat : Le Secrétariat n'a pu relever, dans les comptes rendus analytiques des séances du Comité permanent des pétitions, aucun passage qui ait pu soulever la présente protestation, à moins qu'il ne s'agisse d'un passage contenu dans le document T/C.2/SR.32 qui fit l'objet d'une première protestation de la part de M. Rabaud, laquelle fut reproduite dans le document T/COM.3/L.7. Les discussions, par le Comité permanent, des pétitions ultérieures de M. Rabaud, - T/PET.3/61 et 63 - sont consignées dans les comptes rendus T/C.2/SR.87 et 95

Conformément au règlement du Conseil de tutelle, nous demandons que notre protestation soit portée à la connaissance des Membres du Conseil.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Comité :

Le Président

Docteur Van Saceghem

(signé) " "

Le Secrétaire :

E. Rabaud

(signé) " "

- - - - -